

COMMUNIQUE DE PRESSE

A l'appel de la CGT, organisation syndicale majoritaire à l'Association « Est Accompagnement », une mobilisation avec piquet de grève sur l'Avenue de Blida a démarrée le 04 juillet 2019. Le mouvement social se poursuit avec des salariés(es) grévistes et d'autres en solidarité de cette lutte qui se relayent sur le piquet de grève. Chaque midi, nous nous retrouvons pour un moment de partage et d'échanges.

Cet appel à la mobilisation des salariés(es) s'inscrit dans la continuité des actions revendicatives précédentes (journées d'action au mois de Décembre 2018, Février 2019, participation à la manifestation du 19 Mars) ainsi que l'interpellation des pouvoirs publics sur les restructurations du secteur social , la dégradation de l'accompagnement des publics en difficulté sociale, la baisse de financement du secteur (Accueil/hébergement/insertion), et des CHRS (Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale) , le contrat d'objectifs et de moyens qui va engager l'Avenir de l'Association sur 5 ans, le non remplacement des départs de salariés(es) poste pour poste, sans oublier la question du Pouvoir d'Achat (Prime exceptionnelle non reconduite à ce jour, négociation en septembre et Prime MACRON de 200 000 euros pour les salariés(es) des Associations ARS de Nancy et Est Accompagnement de Metz qui regroupent près de 400 salariés(es).

Nos actions sont soutenues par l'USD Santé Action Sociale de Moselle ainsi que l'UD CGT interprofessionnelle de Moselle.

En parallèle, une action menée depuis le mois de Janvier 2019 avec la CGT de l'Association « Ars » de Nancy nous a permis d'avoir **une rencontre au Ministère** de la Cohésion des territoires, de la Ville et du Logement **le 28 Mai 2019**. Une nouvelle date a été fixée au 10 Septembre 2019. **Des contacts sont également en cours auprès du Cabinet du Premier Ministre.**

Ces démarches sont soutenues par la Fédération CGT Santé et Action Sociale, récemment devenue la plus puissante de notre Organisation Syndicale. Les revendications que nous portons localement, nous les portons également au niveau national.

Deux Réunions ont eu lieu depuis le début du conflit social , une jeudi 04 Juillet avec la Chef de cabinet du Préfet et la Direction Départementale de la Cohésion Sociale pendant 1h30 et la seconde samedi 06 juillet avec la Direction Générale au Siège de l'Association pendant 3h30. Aucune avancée ni garanties sociales à ce jour, leurs mots sont incompréhension, manipulation par la CGT voire mépris des revendications.

Jean STIRN, Délégué Syndical et négociateur Fédéral des « Accords CHRS »

(jean.stirn@orange.fr 77 37 61 77)